

Sur l'Etat

Pierre Bourdieu

Seuil, janvier 2012

656 pages, 30,40 €

La lecture de *Sur l'Etat*, recueil des cours que Pierre Bourdieu a dispensés au Collège de France de 1989 à 1992, nécessite, au premier abord, une bonne dose de courage! En effet, c'est un pavé de plus de six cents pages, d'une lecture quelquefois ardue. *Sur l'Etat* donne des éléments clés de la pensée du sociologue, sur une question présente de façon rémanente tout au long de son œuvre. Le jeu en vaut la chandelle, tant est prenante la confrontation au dépliement d'une réflexion dans la durée, articulant développement sur l'objet même de la leçon, références multiples et documentées à d'autres auteurs et approches (Norbert Elias, Max Weber...), et incisives portant sur les conditions mêmes de la validité du raisonnement en cours d'exposition.

On l'imagine, l'ensemble est complexe. Il faut saluer le précieux travail éditorial réalisé par l'équipe, qui a mis en forme chronologique le matériau initial de ces cours, facilitant la lecture par l'identification des thématiques abordées spécifiquement à chaque leçon et des intertitres balisant l'exposé.

Les inconditionnels de Pierre Bourdieu prendront plaisir à retrouver le cheminement de sa pensée, systématiquement passé au crible, sans concession de l'objectivation critique et de la recherche de rigueur qui marquaient ses interventions orales. Les autres pourront se frotter aux concepts «bourdieusiens» d'«efficacité symbolique», de «champ» - en l'occurrence bureaucratique -, de «capital», de «violence symbolique»...

Au-delà de ces considérations, il faut souligner ici l'enjeu majeur de cet ouvrage, attaché à dévoiler systématiquement les ressorts de la légitimation d'une pensée d'Etat admise inconsciemment comme au service du bien commun. Cette critique extrêmement fouillée de



l'appareil d'Etat, des dispositifs et du rapport de domination sur lequel il assoit sa légitimité aborde, par exemple, les conditions de construction et de mise en spectacle de la catégorie de «l'officiel» et de la «nomination», comme outils de pouvoir social spécifiques à l'Etat.

Ici, «*L'Etat ne se réduit ni à un appareil de pouvoir au service des dominants, ni à un lieu neutre de résorption des conflits: il constitue la forme de croyance collective qui structure l'ensemble de la vie sociale dans les sociétés fortement différenciées.*» On conviendra que l'enjeu d'analyse et de compréhension d'un objet défini comme tel a son importance!

Jean-François Mignard,
rédacteur en chef d'*H&L*

Qui gardera nos enfants? Les nounous et les mères

Caroline Ibos

Flammarion, février 2012

288 pages, 21 €

Dans les rues des grandes villes, et en particulier à Paris, on croise souvent des poussettes à deux ou trois places, bébés blancs menés par des «nounous», le plus souvent noires, africaines. Qui sont ces femmes? Quelles sont leurs relations avec les mères employeuses? Caroline Ibos a mené l'enquête, trois ans durant. Elle s'est intéressée d'abord au recrutement des dites «nounous». La «bonne nounou», celle qu'il faut recruter, est plutôt africaine («elles sont plus affectueuses avec les enfants»), elle a des enfants (mais restés au pays, donc elle a, à la fois, l'expérience maternelle et la disponibilité pour les enfants qu'on lui confie), elle aime les enfants (des autres...), et donc n'a pas besoin d'un bon salaire, puisqu'elle aime ce qu'elle fait. En outre, l'appellation «nounou», souligne l'auteur, subordonne la nourrice à l'enfant: ce n'est pas sans conséquences sur

les futures représentations - post-coloniales? - de celui-ci. Et d'où vient ce «savoir», sur les qualités et défauts de telle ou telle ethnique, pour remplir les fonctions de «nounou»-femme de ménage? Le préjugé racial est explicite...

Le père est présent à la cérémonie du recrutement, comme arbitre rationnel entre les deux femmes (irrationnelles), mais ensuite il se mêle peu de ce qui relève des tâches traditionnellement féminines.

Ce que l'auteur creuse ici, ce sont des rapports complexes entre sexe, classe et «race». Les tâches ménagères hommes-femmes restent réparties de façon très inégalitaire. Employer une «nounou» apaise en fait le conflit des sexes, en le déplaçant vers un conflit de classes.

L'auteure analyse aussi les filières et les réseaux qui conduisent les fameuses «nounous» de Côte d'Ivoire aux appartements parisiens. Elle analyse les réseaux familiaux, économiques, qui font passer du village à la ville, et de la ville à l'exil des femmes de classe moyenne, seules (il ne s'agit plus de regroupement familial), et la dette que ces femmes ont contractée envers leurs familles.

Ajoutons que *Qui gardera nos enfants*, tout en étant très documenté et accompagné d'une belle bibliographie, qui, soulignons-le, n'exclut pas la littérature, est d'une lecture aisée pour les non-spécialistes.

Christine Friedel,
membre de la section Paris
Centre et du groupe de travail
«Genre, femmes, égalité»
de la LDH